

Perspectives

Alors que nous mettons sous presse, l'OIT met au point la préparation de son Programme et Budget pour la période biennale 2008-09. Ce travail a constitué un jalon dans l'évolution de la politique en matière de parité des sexes et d'intégration des questions d'égalité au BIT, qui a été mise en place il y a six ans en vue d'intégrer systématiquement les questions d'égalité dans le processus de programmation.

Pour la première fois, le Bureau pour l'égalité entre hommes et femmes a été invité à contribuer d'une façon plus intégrée et participative au processus de programmation. Cela n'a pas seulement permis que les questions de parité se traduisent dans les objectifs, les indicateurs et les résultats du Programme et Budget, mais cela a aussi renforcé la collaboration avec le Bureau pour la programmation et la gestion (PROGRAM). L'un des temps forts de cette collaboration a été un récent séminaire co-présidé avec PROGRAM, intitulé « Mise au point du Programme et Budget 2008-09: Prise en compte d'impacts ciblés et équitables pour les femmes et les hommes ».

Il va sans dire que le Réseau pour la parité a été d'un précieux secours pour la réalisation de ce qui promet d'être un produit très réussi. Nous avons travaillé étroitement ensemble à l'examen collégial de la première version, puis de la version suivante, et enfin de la version finale.

Il s'est agi d'un processus excitant à la fois en tant que tel et dans la perspective du travail en cours de l'OIT en tant que membre de l'Equipe spéciale interinstitutions sur l'intégration de la parité dans la programmation, le suivi, l'évaluation et la notification dans les systèmes de gestion basés sur les résultats. Cette équipe spéciale, codirigée par l'OIT et le Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies (BSCI), a identifié un certain nombre de bonnes pratiques d'intégration de la parité dans le suivi et l'évaluation des systèmes de gestion basés sur les résultats, qui se sont révélées très constructives dans le processus de programmation.

Le dénominateur commun à toutes ces activités est la nécessité d'adopter une approche stratégique dans notre travail. A cet égard, l'établissement du programme et budget a été une courbe d'apprentissage positive qui renforcera encore la politique d'intégration de la parité. Cela améliorera aussi notre capacité à promouvoir l'égalité des sexes dans de nombreux programmes par pays de promotion du travail décent, qui fournissent des points de départ pour la promotion de l'égalité des sexes par les mandants et les partenaires et pour l'adoption de mesures pratiques visant à réduire les écarts persistants entre les sexes dans les politiques et programmes nationaux.

EVY MESSELL

Directrice, Bureau de l'égalité entre hommes et femmes



Le processus en cours du programme et budget de l'OIT a montré son engagement de façon générale à préparer un plan de travail attentif aux questions de parité. (Photo: BIT, N. Rain)

Perspectives	1	Nouvelles des régions	5
Nouvelles du siège de l'OIT	2	Ressources et publications	8

Nouvelles du siège de l'OIT

Table ronde sur le travail décent et l'égalité des sexes: prendre appui sur le dialogue social

Cette table ronde, qui s'est tenue le 10 mars au siège de l'OIT à Genève, a été axée sur le rôle du dialogue social dans la promotion de l'égalité des sexes dans le monde du travail.

Les orateurs ont présenté cinq initiatives sur le terrain attentives aux questions de parité, qui ont favorisé le dialogue social et renforcé les capacités – en particulier chez les femmes défavorisées – à participer à ce dialogue. Cet événement interactif, présidé par la Directrice du Département du dialogue social, M^{me} Johanna Walgrave, a notamment été consacré à l'exposé de réalisations nationales par M^{me} Simel Esim, conseillère régionale du BIT pour les questions de parité pour les Etats arabes, et par M^{me} Flora Minja, coordonnatrice de projet basée au bureau de l'OIT à Dar-es-Salaam. Les problèmes et perspectives concernant le recours au dialogue social pour la promotion du travail décent et de l'égalité des sexes ont également été décrits par M. Alexandre Sanzouango, conseiller principal pour l'Afrique au Bureau pour les activités des employeurs, et par M. Jim Baker, directeur du Bureau pour les activités des travailleurs.

Les réunions thématiques du réseau pour la parité de l'OIT, dont celle de mars a été la troisième de la série, ont mis l'accent sur l'analyse et le partage des connaissances pour les questions de fond relatives à la parité dans l'Agenda du travail décent, ainsi que sur les stratégies efficaces et les bonnes pratiques pour les aborder à travers les différents moyens d'action de l'OIT. Le Bureau pour l'égalité entre hommes et femmes a lancé cette série de réunions pour promouvoir les bonnes pratiques des membres du réseau pour la parité et celles des autres, ainsi que pour sensibiliser le personnel et les cadres des secteurs concernés et renforcer leurs capacités. Ces discussions internes ont également fourni une occasion aux secteurs et services concernés d'identifier avec des spécialistes des questions de parité les problèmes spécifiques liés à l'intégration de la parité dans leur travail, et des stratégies possibles pour y faire face.

Vers la fin du travail des enfants?

En avril 2006, le BIT a lancé son nouveau Rapport mondial sur le travail des enfants, intitulé *La fin du travail des enfants: un objectif à notre portée*. Le rapport présente un nouveau programme mondial s'appuyant sur les enseignements dégagés pour réaliser de nouveaux progrès dans l'élimination du travail des enfants. De façon encourageante, le rapport indique que le nombre d'enfants au travail a dans l'ensemble baissé de 11 pour cent au cours des quatre dernières années.

Basé sur des données et des informations fiables, le rapport a mis en lumière les causes du travail des enfants. Entre autres, il est indiqué que le sexe joue un rôle important dans la détermination des différents types de travaux effectués par les filles et les garçons. Par exemple, les filles prédominent dans les travaux domestiques, tandis que les garçons sont fortement représentés dans les mines et carrières. Le rapport souligne également que les filles sont plus exposées à l'exploitation sexuelle et à la traite.

Dans le cadre du nouveau programme mondial, l'OIT s'est fixé un objectif pour l'élimination des pires formes de travail des enfants dans les dix années à venir. Le programme fait des recommandations spécifiques pour l'intégration effective dans le cadre des politiques nationales et internationales de développement des initiatives pour combattre le travail des enfants et mobiliser les acteurs nationaux et internationaux

afin d'approfondir et de renforcer le mouvement mondial pour éliminer le travail des enfants.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter l'IPEC, ipcc@ilo.org

La Consultation stratégique interrégionale de 2006 sur les questions d'égalité

La 8^e Consultation stratégique interrégionale sur les questions d'égalité s'est tenue à Genève du 8 au 11 mai et a réuni des spécialistes régionaux de la parité, des coordonnateurs de secteur et des points focaux du siège, ainsi que l'équipe du Bureau pour l'égalité.

La réunion de cette année a été divisée en trois composantes thématiques: 1) La planification stratégique et la gestion du temps, pour faire suite à la formation à la direction dispensée en 2005; 2) L'examen des progrès et des stratégies s'agissant du renforcement de l'égalité des sexes dans les programmes par pays de promotion du travail décent (PPPTD), et de la manière de faire avancer le plan d'action sur l'intégration de l'égalité pour 2006-2008; et 3) Une budgétisation soucieuse des questions d'égalité et son applicabilité aux programmes et activités de l'OIT.

Les questions soulevées pendant la réunion de quatre jours portaient sur l'intégration effective dans la programmation, l'allocation et la mobilisation des ressources, les procédures de programme et de budget et leurs liens avec le plan d'application d'intégration de la parité. Le dernier jour a été consacré aux consultations et réunions particulières pour les spécialistes sur le terrain, qui se sont révélées essentielles pour garder des liens étroits avec leurs contacts au siège. Ces consultations sont également importantes pour assurer que le siège acquiert une meilleure compréhension des questions sur le terrain.

L'approche participative et interactive de la consultation a contribué à renforcer encore la collaboration entre le personnel du siège et celui sur le terrain et à créer une approche unifiée et une synergie non seulement en ce qui concerne ce qu'il y a à faire mais aussi la manière de le faire plus efficacement, avec un impact plus visible et concret sur le terrain.

Le Forum social de 2006

Le Conseil des droits de l'homme (Sous-commission pour la promotion et la protection des droits de l'homme) a invité le BIT à participer au Forum social qui était intitulé «La lutte contre la pauvreté et le droit à la participation: le rôle des femmes» et s'est déroulé les 3 et 4 août 2006 à Genève. L'accent a été mis sur l'autonomisation en tant que facteur indispensable de la lutte contre la pauvreté.

Mary Kwar, Département de la politique de l'emploi, a représenté le BIT à ce forum. Son exposé a été axé sur les écarts persistants entre les sexes en matière de pauvreté et d'emploi, ainsi que sur l'intensification de la concurrence mondiale à la suite de la libéralisation du commerce et des finances, ce qui crée de nouveaux modèles d'emplois et de nouvelles conditions de travail qui affectent les hommes et les femmes de manière différente. En abordant les problèmes persistants et ceux nouvellement apparus, Mary Kwar a examiné les bonnes pratiques à l'échelon national qui corrigent les inégalités et encouragent l'égalité des chances au travail, et a ensuite proposé quelques messages politiques essentiels qui pourraient être repris par le Forum pour le travail de suivi.



La 8^e Consultation annuelle interrégionale de l'OIT sur les questions de parité a rassemblé des spécialistes régionaux de la parité, des coordonnateurs et des points focaux pour la parité issus des divers secteurs et services du BIT, ainsi que l'équipe du Bureau pour l'égalité entre hommes et femmes. (Photo: BIT)

Le Débat de haut niveau de l'ECOSOC (2006)

Le Sommet mondial de 2005 a fermement réinscrit les objectifs du travail décent et du plein emploi dans le programme de développement des Nations Unies. Il semble universellement admis que de nombreuses composantes des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ne pourront pas être réalisées avant le délai fixé en 2015 compte tenu de la situation actuelle de l'emploi et du marché du travail.

Face à cette situation, l'ECOSOC a décidé de consacrer son débat de haut niveau de 2006 à l'emploi. C'est la première fois que l'Agenda du travail décent de l'OIT a été mis sur le devant de la scène à l'ECOSOC, et c'est aussi la première fois que ce programme a eu un écho aussi marqué dans les conclusions de la session.

Entre autres événements, le département des Nations Unies pour les Affaires économiques et sociales (DAES), le Fonds de développement pour les femmes (FDNUF), le Fonds pour la population (FNUF) et l'OIT ont accueilli une table ronde le 5 juillet consacrée aux stratégies nationales pour réaliser l'égalité des sexes dans l'emploi. Le groupe d'experts de haut niveau comprenait M^{me} Anne Kathrine Slungard, directrice de la mercatique et présidente, Comité des élections à la Statoil pour la Norvège; M^{me} Shanti Chada, directrice générale, Syndicat

des artisanes du Népal; M^{me} Barbara Byers, vice-présidente exécutive du Congrès du travail du Canada et membre du Conseil d'administration du BIT; et M^{me} Awa Wade, Secrétaire générale adjointe, Union nationale des éducateurs, Sénégal.

Les orateurs, les membres de l'ECOSOC et les participants ont mis en commun les enseignements et les bonnes pratiques de leur pays respectifs concernant la promotion de l'égalité des sexes dans l'emploi et sur le lieu de travail. Les pouvoirs publics sont considérés comme des acteurs essentiels pour la réalisation d'innovations à l'échelon national.

Il a été particulièrement mis l'accent durant cette table ronde sur des questions comme l'importance de données fiables ventilées par sexe, la ratification et l'application des conventions internationales et des lois, et l'importance de la sensibilisation à la parité.

Même s'il y a eu une table ronde spécifique sur l'égalité des sexes dans l'emploi, il a semblé qu'il y ait une réticence à intégrer les questions de l'égalité des sexes dans d'autres tables rondes, ce qui peut conduire facilement à une marginalisation des questions des droits de la femme et de l'égalité des sexes dans l'emploi.

Mise au point du programme et budget de l'OIT pour 2008-09

Le Bureau pour l'égalité entre hommes et femmes collabore étroitement avec le Bureau pour la programmation et la gestion (PROGRAM) au processus de préparation du programme et budget de l'OIT pour la période biennale 2008-09.

Une note d'orientation sur les « Progrès de l'égalité des sexes » a été rédigée par le Bureau pour l'égalité dans le cadre des consultations avec le Réseau pour la parité et PROGRAM. Cette note, qui a incorporé les connaissances et les enseignements dégagés concernant l'intégration de l'égalité durant ces dernières années en utilisant l'approche de gestion basée sur les résultats pour la programmation, a fait ressortir les liens entre les indicateurs tenant compte des questions d'égalité, les objectifs et les résultats. Le Bureau pour l'égalité entre hommes et femmes a fourni, pendant le processus de planification pour le programme et budget 2008-09, des suggestions sur l'intégration de la parité dans d'autres notes d'information et a tenu des réunions d'information et des consultations avec certains membres du personnel concerné.

Le Directeur général du BIT a montré son engagement dans ce processus et espère que cette approche innovatrice des progrès de l'égalité des sexes dans la programmation pourra être utilisée de façon générale dans les autres stratégies d'intégration du programme et budget 2008-09.

Le 9 août, le Bureau pour l'égalité entre hommes et femmes, en collaboration avec PROGRAM, a tenu un séminaire interne à Genève intitulé « Mise au point du programme et budget 2008-09 de l'OIT: prise en compte d'impacts ciblés et équitables pour les femmes et les hommes ». S'appuyant sur des enseignements de la Banque mondiale et d'autres organismes des Nations Unies, Catherine Gaynor, une consultante indépendante, qui a également conseillé la Banque mondiale et d'autres organismes des Nations Unies sur les questions de parité et d'autres questions de développement social, s'est adressée à plus de 60 fonctionnaires du BIT issus de 32 unités de travail du siège sur la manière de promouvoir l'égalité des sexes à travers la programmation basée sur les résultats. Les remarques de M^{me} Gaynor ont été axées sur le degré de prise en compte des questions de parité dans le programme et budget 2006-07 de l'OIT et dans le rapport d'application pour le processus 2004-05; sur quelques indicateurs pour le processus 2008-09; sur les



problèmes liés à l'intégration de la parité dans la programmation; et sur les risques à ne pas le faire.

Frans Röselaers, directeur du Département des partenariats et de la coopération pour le développement (PARDEV), a fait une remarque sur le lien entre l'égalité des sexes dans les programmes par pays pour la promotion du travail décent et la réforme des Nations Unies.

Evy Messel, la directrice du Bureau pour l'égalité entre hommes et femmes, a noté que « le fait que le séminaire se soit déroulé au milieu des vacances estivales montre le réel engagement de beaucoup de collègues du BIT de trouver des moyens de préparer une programmation attentive aux questions de parité pour la prochaine période biennale ».



Nouvelles des régions

Les paragraphes suivants décrivent certaines activités des régions au cours des 6 derniers mois.

Directives pour l'égalité des chances dans l'emploi en Indonésie

Le ministre indonésien de la Main d'œuvre et des Migrations internes et les principaux représentants des partenaires sociaux ont officiellement approuvé les *Directives pour l'égalité des chances dans l'emploi en Indonésie*. Ces Directives ont été élaborées par un groupe de travail du ministère indonésien de la Main d'œuvre, avec le concours du BIT.

Les *Directives*, qui visent spécifiquement la discrimination basée sur le sexe sur le lieu de travail, ont pour objet de créer une égalité des chances dans l'emploi et de promouvoir l'égalité des salaires entre femmes et hommes. Elles comportent de nombreux exemples et données statistiques illustrant la discrimination envers les femmes dans le monde du travail, et décrivent les avantages dont pourraient bénéficier les entreprises cherchant à assurer l'égalité des chances dans l'emploi.

Un examen des étapes nécessaires pour parvenir à l'égalité vise non seulement à renforcer l'équité mais aussi à réduire la pauvreté en donnant des chances aux personnes qui ont été défavorisées sur le lieu de travail du fait de la discrimination. Les *Directives* traitent aussi des questions spécifiques auxquelles font face de façon disproportionnée les travailleuses, notamment le harcèlement sexuel, les allocations familiales, les soins aux enfants et le congé de maternité.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter le bureau de l'OIT à Djakarta (jakarta@ilo.org.id).

Les bonnes pratiques pour lutter contre le travail domestique des enfants

Le Programme international pour l'élimination du travail des enfants (IPEC) en Amérique centrale a publié dernièrement un rapport sur *les Bonnes pratiques et les enseignements tirés eu égard au travail domestique des enfants et des adolescents en Amérique centrale et en République dominicaine*.

Le rapport décrit comment une perspective sexospécifique a été appliquée aux efforts visant à mettre fin au travail domestique des enfants dans la région. Un projet de plus de trois ans dans sept pays visait à éliminer les pires formes de travail domestique des enfants. Le projet avait pour objet de rassembler des informations sur l'ampleur et les spécificités du travail domestique des enfants ainsi que d'éduquer le public, les enfants et les décideurs sur les questions du travail des enfants et de les aider à acquérir les ressources nécessaires pour mettre fin aux pires formes de travail domestique des enfants. Le projet a également fourni des ressources juridiques, éducatives et sanitaires aux enfants et aux adolescents, et les a aidés à identifier d'autres sources de revenus pour leurs familles.

Il s'agissait de la première tentative d'obtenir des renseignements approfondis sur l'utilisation du travail domestique des enfants dans la région. En mettant particulièrement l'accent sur les questions d'égalité des sexes, le projet a examiné la situation des enfants et des adolescents au travail, de leurs familles et de leurs employeurs. Il a en outre examiné les mécanismes juridiques en vigueur dans la région et a consulté les parties concernées, y compris les filles et les adolescents au travail, afin de faire des recommandations pour modifier la législation et les politiques relatives au travail des enfants.

L'IPEC a également diffusé trois documentaires présentant des témoignages de femmes et de filles qui avaient travaillé comme main

d'œuvre domestique infantile. Ces vidéos visent à renforcer la sensibilisation du public au travail des enfants et à ses répercussions profondes et durables sur la vie des femmes et des filles.

A travers ses recherches, son intervention directe, le renforcement des institutions et l'éducation, le projet a réussi à aider les enfants au travail et a préparé le terrain pour une réduction de l'utilisation du travail des enfants dans l'avenir. Pour de plus amples renseignements, prière de contacter l'IPEC (ipecc@ilo.org).

Une réunion régionale dans les Amériques annonce une décennie de la promotion du travail décent

La sixième Réunion régionale américaine de l'OIT du 8 mai 2006 a été marquée par l'annonce par les gouvernements, les employeurs et les travailleurs du début d'une décennie de promotion du travail décent dans la région.

«En nous engageant maintenant pour une décennie de promotion du travail décent, nous pouvons espérer de grands progrès dans la région d'ici 2015», a déclaré Juan Somavia, Directeur général du BIT, lors de la clôture de la réunion. Il a déclaré que les conclusions étaient «extrêmement utiles» pour répondre à une «époque de changement majeur dans la région».

Juan Somavia a présenté le rapport *Le Travail décent dans les Amériques: un agenda pour l'hémisphère 2006-2015*, avec des recommandations concernant les politiques pour s'attaquer aux problèmes d'emploi dans la région. Le rapport reconnaît qu'au cours de ces dernières décennies, le rôle des femmes sur les marchés du travail de la région a sensiblement changé et que des efforts ont été faits afin de modifier la législation en vue de garantir l'égalité entre les femmes et les hommes. Néanmoins, les disparités entre les sexes persistent. Un pourcentage élevé de femmes, notamment parmi les moins éduquées, continuent d'exercer des professions mal rémunérées et ne bénéficient que d'une protection sociale très réduite.

Pour faire face à cette situation, le rapport préconise une stratégie duale qui combine l'intégration des questions d'égalité avec des actions spécifiques, y compris des mesures d'action corrective. Des politiques d'égalité des chances, et l'approche duale en particulier, sont des élé-



La Réunion régionale dans les Amériques de l'OIT appelle à une stratégie de promotion de l'égalité des chances dans l'emploi. (Photo: BIT, J. Maillard)

ments clés pour accroître le taux d'emploi, améliorer la qualité des emplois et promouvoir un marché du travail qui prennent en compte les droits de toutes les travailleuses.

Pour de plus amples renseignements sur la sixième Réunion régionale américaine et pour accéder au rapport ci-dessus, prière de consulter le site <http://www.oitamericas2006.org>.

Evaluation des politiques de l'emploi en Europe orientale dans une optique sexospécifique

Le bureau sous-régional de l'OIT pour l'Europe centrale et orientale a récemment contribué à l'évaluation des politiques de l'emploi de la Moldova et de la Serbie. L'évaluation s'inscrit dans un projet financé par le gouvernement belge et lancé en 2005. Le bureau sous-régional s'est efforcé de maintenir au premier plan la question de l'égalité des sexes tout au long du processus d'évaluation, en intervenant notamment dans les réunions de haut niveau pour s'assurer de la prise en compte des questions d'égalité des chances.

Le projet a été réceptif aux résultats de la seconde Conférence ministérielle sur l'emploi en Europe du Sud-Est, qui a eu lieu en octobre 2005. Cette conférence a, notamment, préconisé la promotion de l'«égalité des sexes dans les stratégies nationales pour l'emploi et l'utilisation de politiques spécifiques ciblant les disparités entre les sexes sur le marché du travail et l'intégration des questions d'égalité en tant que stratégies pour la réalisation de cet objectif».

Ce projet s'inscrit dans les efforts continus déployés par le bureau sous-régional pour promouvoir l'égalité des sexes dans les politiques de l'emploi des pays du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est. Les prochaines étapes consisteront à organiser des sessions de formation pour les experts en matière d'égalité et les partenaires locaux dans chaque pays et à encourager des discussions éclairées sur les priorités locales.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter le bureau de l'OIT à Budapest (budapest@ilo-ceet.hu).

Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans le sport

Le bureau de l'OIT à Lisbonne a signé dernièrement une déclaration intitulée «Le sport: une chance pour l'égalité professionnelle entre hommes et femmes», qui vise à mettre sur un pied d'égalité les sportives au Portugal en préconisant une attention accrue aux questions féminines, des efforts renouvelés pour ouvrir les disciplines sportives aux femmes et aux filles et une vigoureuse promotion de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes dans les professions liées au sport. Il espère également renforcer l'éducation et promouvoir des images positives de la femme.

L'OIT a honoré la sportive portugaise Alfredina Silva en tant que sportive modèle, et a collaboré avec elle à la production et à la promotion d'une vidéo sur les femmes dans le sport. En tant qu'ancienne footballeuse et entraîneuse actuelle de l'une des équipes portugaises féminines de football de premier plan, Alfredina Silva a travaillé tant avec des femmes qu'avec des hommes dans le monde du sport. Elle est également membre depuis 1998 du Conseil exécutif de l'Association portugaise pour les femmes et le sport. Dans une interview donnée au BIT, Silva a évoqué le manque de soutien technique et culturel pour les sportives. Elle a encouragé les femmes et les filles s'adonnant à la pratique sportive non seulement à ne pas abandonner leurs rêves, mais aussi à se joindre à la lutte pour l'égalité.

Pour de plus amples informations, prière de contacter le bureau de l'OIT à Lisbonne (jordaoa@ilo.org).

Formation à la parité et réunions d'information sur les audits de genre, Chine

Dans le cadre du projet du BIT financé par un excédent de trésorerie, intitulé «Renforcement de la capacité d'intégration des questions de parité chez les mandants de l'OIT et la Fédération des femmes de toute la Chine (FFTC)», une formation sur les stratégies, les mécanismes et les outils d'intégration de l'égalité, et des audits participatifs de genre du BIT ont été dispensés aux mandants, au personnel de la FFTC et aux chercheurs. Cela a conduit à étudier les possibilités de poursuivre la mise en œuvre d'une approche systématique de l'analyse et de la planification dans la conception des programmes de promotion du travail décent en Chine. L'atelier a notamment recommandé d'œuvrer à un engagement en faveur d'une intégration de la parité au niveau politique, en insistant encore davantage sur la question de la violence à l'encontre des femmes au travail et celle de leur représentation dans les instances de décision.

La réunion d'information sur les audits participatifs de genre du BIT pour le groupe de l'ONU sur le thème de la parité, à laquelle ont participé des représentants du DFID, du PNUD, de l'UNICEF et de la FDNUF, a suscité un intérêt considérable qui a abouti à explorer les moyens d'appliquer la formation aux audits de genre à certains organismes des Nations Unies.

Formation des instructeurs à la méthodologie des audits participatifs de genre du BIT au Pakistan

Un atelier de renforcement des capacités pratiques a été organisé au Pakistan en mai 2006 sur les objectifs et la méthodologie des audits participatifs de genre. Parmi les participants, il y avait des membres de la Commission nationale sur la condition de la femme (NCSW), des membres des organisations de travailleurs et d'employeurs, du ministère du Travail, du ministère des Finances, du ministère de la Condition féminine et du Développement, ainsi que du personnel du BIT. A la suite de la formation à l'audit de genre, la NCSW s'est évertuée à faire de la réalisation d'audits de genre un outil de contrôle pour l'évaluation des progrès en matière de promotion de l'égalité des sexes comme stratégie nationale en l'intégrant dans le plan d'action national d'action pour l'examen des questions de parité (GRAP).



L'audit participatif de genre du BIT est un outil de suivi qui pourrait être inclus dans le plan national d'action pour l'examen des questions de parité. (Photo: BIT, M.Crozet)



L'OIT encourage activement le travail décent des entrepreneuses handicapées. (Photo: BIT, A. Fiorente)

Atelier régional sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans le cadre des organisations patronales africaines

Cet atelier, qui fait partie d'un projet régional financé par l'Irlande sur le renforcement du rôle des organisations patronales dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin, des entreprises appartenant à des femmes et du développement du secteur privé en Afrique, s'est tenu à Lusaka en mai dernier. L'atelier a aussi résulté d'une demande de la Confédération panafricaine des employeurs et de la Confédération internationale des employeurs.

L'atelier a mis l'accent sur le besoin pour les organisations patronales d'atteindre les entrepreneuses et les associations d'entrepreneuses. Recruter des membres dans les micro et petites entreprises est une question cruciale là où l'emploi se développe.

Les exposés ont également débuté par l'examen de la nécessité d'améliorer la représentation des femmes dans les conseils d'administration et le personnel dirigeant au sein des organisations patronales. Dans certains pays, comme l'Ouganda, le Ghana et le Kenya, des améliorations ont eu lieu dans ce domaine.

Une autre question clé soulevée a été la situation des femmes handicapées dans les affaires. Le lien entre les entrepreneuses et les organisations patronales a mis en lumière des problèmes similaires d'égalité des sexes, ainsi que le problème des normes sociétales, des préjugés et de l'établissement de la confiance.

Des entrepreneuses qui réussissent à Banda Aceh de l'après tsunami

En septembre 2005, le BIT a lancé un projet pour les entreprises féminines et le développement des qualifications à Banda Aceh, en Indonésie. Combinant la formation aux qualifications professionnelles et techniques, la formation à la création d'entreprises, l'accès aux subventions et aux services consultatifs pour les entreprises, le projet a prévu d'instituer une cellule de conseillers pour les entreprises de femmes qui seraient en mesure de fournir des conseils techniques et professionnels au niveau des districts. Un dispositif combinant subventions et micro-crédits a également été mis en place. Ce mécanisme d'octroi de subventions fournit déjà de petites subventions destinées à l'achat de matériel de base pour les femmes qui ont suivi la formation technique et à la création d'entreprises.

Célébration de la Journée internationale de la femme pour l'année 2006

Lors de la célébration de la Journée internationale de la femme pour l'année 2006, le bureau de l'OIT à Banda Aceh et l'Association des employeurs d'Indonésie (APINDO) ont présenté les récompenses décernées aux cinq «meilleures entrepreneuses d'Aceh». Plus de 100 personnes, y compris des femmes d'affaires et des représentants du gouvernement, ont assisté à la cérémonie à Banda Aceh le 8 mars 2006.

Parmi les gagnantes, on dénombrait les propriétaires d'une entreprise de transports, d'une société de fabrication de produits à base de noix de muscade, d'une entreprise de joaillerie et de conception de vêtements, d'une entreprise de confection et d'un service pour la restauration et les mariages. Dans une région durement frappée par le tsunami en 2004, les entrepreneuses ont été félicitées pour avoir réussi à surmonter un grand nombre de difficultés et pour les répercussions positives que leurs affaires ont eues sur leur communauté. Les gagnantes des cinq récompenses ont été choisies parmi environ 45 candidates, par un collège de juges issus d'organisations partenaires.

De nouvelles voies pour les entrepreneuses

Claudia Mueller a travaillé l'année dernière comme experte pour l'entrepreneuriat féminin dans le cadre du projet à Banda Aceh. Elle déclare que: «dans les zones urbaines, les emplois de l'économie structurée sont majoritairement occupés par des hommes. Dans les zones rurales et côtières, toutefois, les femmes ont traditionnellement un taux d'activité plus élevé dans le cadre des micro-entreprises informelles. Beaucoup de ces micro-entreprises ont cependant été détruites par le tsunami. Dans le cadre du projet, plus de 400 femmes ont jusqu'à présent suivi une formation aux qualifications professionnelles et à la gestion de base des entreprises, et environ 20 groupes de femmes ont ensuite monté des affaires rentables. Plusieurs de ces affaires se situent dans des domaines traditionnellement dominés par les hommes, comme la fabrication de carreaux et de parpaings de ciment. Il s'agit de produits très demandés dans le cadre des efforts de reconstruction.»

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter le bureau de l'OIT à Djakarta (jakarta@ilo.org).



Ce groupe de femmes a monté avec succès une entreprise de fabrication de parpaings en ciment à Banda Aceh. (Photo: BIT)

Ressources et publications



Aperçu des initiatives budgétaires soucieuses des questions de parité

Ce fascicule est présenté comme un document d'information pour le personnel du BIT sur la pertinence des initiatives budgétaires soucieuses des questions de parité pour la promotion de l'égalité des sexes dans les programmes par pays de promotion du travail décent. A travers ses six sections, cette publication examine le contexte des initiatives budgétaires soucieuses des questions de parité et de leur développement au cours du temps; les outils et les méthodologies disponibles pour une budgétisation soucieuse des questions de parité; la pertinence d'une budgétisation soucieuse des questions de parité pour l'OIT et ses mandants; et comment adapter les outils existants au contexte du BIT. Dans une série d'annexes, le fascicule fournit un certain nombre de ressources pour les activités budgétaires soucieuses de parité ainsi que des exemples des activités de ce genre dans le monde. Cette publication est disponible en ligne sur le site www.ilo.org/gender ou en version imprimée auprès du Bureau pour l'égalité entre hommes et femmes.



Revue internationale du travail, volume 144/4

Il s'agit d'un numéro spécial de la *Revue internationale du travail* consacré à l'activité des femmes. Chacun des articles étudie l'un ou l'autre aspect de l'activité des femmes et des conditions de travail dans différents contextes économiques et culturels. Les sujets traités sont les suivants: les progrès réalisés au niveau du sous-continent (Amérique latine); l'industrie textile d'un pays en développement (Pakistan); une comparaison de la façon dont les femmes font face aux crises économiques et financières affectant deux pays à revenu moyen (République de Corée et Argentine); les avancées progressives des femmes dans un pays très industrialisé (Japon); et les choix d'activité des femmes dans l'un des plus petits pays européens (Suisse). Pour de plus amples renseignements, prière d'aller consulter le site www.ilo.org/revue.



Pochette de documents sur la parité et le VIH/SIDA

Cette pochette de documents, qui a été élaborée conjointement par l'Equipe spéciale inter-organisations sur la parité et le VIH/SIDA dont l'OIT est membre, comporte trois composantes. La première est un *Guide opérationnel sur la parité et le VIH/SIDA* visant à faire mieux comprendre aux lecteurs les liens entre les questions de parité, les droits de l'homme et le VIH/SIDA. La seconde consiste en une série

de 17 fiches documentaires qui fournissent des informations concises aux décideurs sur les aspects liés aux questions de parité de la pandémie du VIH/SIDA. Enfin, la pochette de documents contient un article de synthèse intitulé *Intégration des questions de parité dans les programmes contre le VIH/SIDA*, qui concerne spécifiquement les directeurs de programme et les décideurs qui conçoivent et mettent en œuvre la prévention du VIH/SIDA, les programmes de soins et de traitement, et insiste sur l'importance essentielle d'aborder les questions de parité dans ces activités.



Manuel du formateur: les droits des travailleuses et l'égalité des sexes: étapes faciles pour les travailleurs au Cambodge

Ce manuel, publié par le BIT à Phnom Penh et à Bangkok, vise à faciliter la formation des travailleurs à l'égalité des sexes et aux droits des travailleurs. Le programme de formation lui-même ne nécessite pas d'être alphabétisé et est destiné à former les travailleurs des deux sexes à l'égalité des sexes et aux droits fondamentaux dans la vie et au travail. Le manuel débute par des conseils aux formateurs sur la manière de dispenser une formation participative efficace aux questions de parité, et se poursuit par vingt-six exercices à l'usage des femmes et des hommes dans les communautés et sur les lieux de travail. Les exercices sont participatifs, de sorte que les stagiaires apprennent en pratiquant et acquièrent les capacités de mettre fin à la discrimination et aux violations de leurs droits. Cette publication est disponible en ligne en anglais et en kmer sur le site www.ilo.org/public/english/region/asro/bangkok/library/pub4.htm



Manuel de formation à la direction pour les dirigeantes de coopérative

Produit en partenariat avec le BIT et l'Alliance internationale des coopératives, ce manuel de formation vise à permettre aux formateurs de faciliter l'acquisition par les femmes des aptitudes à la direction dans les coopératives. Le manque de possibilités pour beaucoup de femmes d'acquérir des compétences de décision et de direction se traduit par le fait que la participation des femmes aux coopératives officiellement enregistrées reste faible par rapport à celle des hommes dans le monde. Cette situation a poussé à l'élaboration de cet outil de formation. Le manuel consiste en sept modules englobant au sens large les principes fondamentaux des coopératives; la sensibilisation aux questions de parité et l'auto-transformation; la direction; la manière de faire face aux problèmes; l'organisation et la gestion d'entreprise. Si le manuel a surtout pour objet de renforcer les capacités des femmes, il préconise également la participation des hommes aux différents modules. Pour de plus amples renseignements, et obtenir un exemplaire du manuel, prière de contacter le Service des coopératives du BIT, coop@ilo.org.

Nouvelles de l'OIT sur l'égalité paraît quatre fois par an en français, anglais et espagnol. Ce bulletin d'information est distribué au personnel de l'OIT et aux mandants de l'OIT, aux organisations des Nations Unies, aux organismes de la société civile et aux autres personnes intéressées par les initiatives de l'OIT en matière d'intégration de la parité et de promotion de l'égalité entre hommes et femmes, et entre garçons et filles. Les rédacteurs accueillent favorablement les contributions au bulletin d'information, en français, anglais ou espagnol, ainsi que les commentaires et réactions sur les questions traitées dans le bulletin. Prière d'envoyer vos commentaires par courriel à genderhelpdesk@ilo.org.

Bureau pour l'égalité entre hommes et femmes
Bureau international du Travail
4, route des Morillons · 1211 Genève · Suisse
Tél. +41 22 799 6730 · Fax +41 22 799 6388
www.ilo.org/gender